

ÉDITO

Juillet ne fait pas l'élection présidentielle, mais il y contribue

Par Alexandre MEDVEDOWSKY



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'État à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992.

De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'État en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été président du SYNFIE, le syndicat français de l'intelligence économique entre 2014 et 2022. Il est Président d'ESL. Il est également Président de NSI.

« Il est toujours intéressant de se tourner vers le passé pour regarder ce qu'il se passait aux mois de juillet 2021 et juillet 2016 et 2011 à 9 mois des élections présidentielles. »

Il est toujours intéressant de se tourner vers le passé pour regarder ce qu'il se passait aux mois de juillet 2021 et juillet 2016 et 2011 à 9 mois des élections présidentielles.

En 2021, la situation politique était assez claire. Emmanuel Macron, président sortant, était en tête dans les sondages talonné par Marine Le Pen, chacun doté de 23 à 26% dans les sondages. Xavier Bertrand était donné entre 16 et 18% et Jean-Luc Mélenchon entre 10 et 11%. Quelques mois plus tard, on avait la confirmation de ce duo de tête qui allait s'affronter au deuxième tour de l'élection présidentielle. Mais Xavier Bertrand avait disparu au profit de Valérie Pécresse, désignée par les



© Ameya Khanzode, Unsplash

Républicains. Et Jean-Luc Mélenchon échouait de très peu à être présent au deuxième tour, frôlant les 22% en bénéficiant notamment du crash mémorable d'Anne Hidalgo, avec moins de 2% au premier tour de l'élection présidentielle.

Si l'on remonte un peu plus loin en juillet 2016, Alain Juppé apparaissait comme le futur président caracolant dans les sondages au premier tour, donné vainqueur au second tour dans tous les cas de figure avec plus de 65% des voix contre Marine Le Pen. François Hollande en difficulté était donné à 17-18%. Emmanuel Macron venait de lancer En Marche et était donné autour de 8-10%. François Fillon était alors considéré comme le troisième homme de la primaire des LR derrière Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. Quelques mois plus tard, Hollande renonçait à être candidat; Fillon emportait la primaire LR contre Juppé avant d'être rattrapé par des affaires qui le privait du deuxième tour au détriment de Marine Le Pen; Hamon emportait la primaire socialiste, ouvrant un boulevard à Emmanuel Macron.

En revanche, en juillet 2011, la situation politique s'était éclaircie depuis déjà quelques semaines. DSK avait été emporté au mois de mai par l'affaire

de Sofitel de New-York. François Hollande s'imposait ainsi dans le camp socialiste avant même l'organisation d'une primaire, qui allait avoir lieu en octobre, et était donné en tête dans les sondages pour les présidentielles avec 27-29% des voix. Nicolas Sarkozy, plutôt impopulaire, était donné à 20-22%. Marine Le Pen était entre 18 et 20%. Les autres candidats potentiels (Jean-Louis Borloo, François Bayrou, Eva Joly, Jean-Luc Mélenchon) avaient du mal à exister. Quelques mois plus tard, François Hollande était élu Président, battant au deuxième tour le Président sortant.

Revenons maintenant à notre mois de juillet 2026. Nous avons quelques certitudes.

La première est qu'Emmanuel Macron ne sera pas candidat à sa succession puisqu'il ne le peut pas. C'est un élément nouveau que nous n'avons pas connu lors des trois précédentes élections. Je rappelle que si François Hollande n'a pas été candidat en 2017, c'est parce qu'il a décidé de ne pas l'être – très tardivement d'ailleurs, le 1^{er} décembre 2016 – alors qu'il aurait pu concourir. Cela ouvre le jeu de façon considérable.

La deuxième certitude, c'est que la plupart des partis politiques ont désigné leur candidat alors que lors des précédentes élections, cela se passait plutôt à

l'automne. Les LR ont désigné leur Président Bruno Retailleau; Horizons a désigné Édouard Philippe; LFI a désigné son leader Jean-Luc Mélenchon; Renaissance a désigné son Président Gabriel Attal; enfin, le Rassemblement National, qui attendait une décision de justice importante le 7 juillet, a immédiatement désigné dans la foulée sa candidate, Marine Le Pen, qui est entrée en campagne. Dans ce retour aux désignations par les partis politiques, qui figent des candidatures et rendent moins évidents retraits et tractations, manquent à l'appel la gauche non-LFiste, le Modem et c'est à peu près tout.

Si l'on regarde les rapports de force dans les sondages, Marine Le Pen est largement en tête dans les sondages avec 33-35%. Édouard Philippe, Gabriel Attal, Jean-Luc Mélenchon, Raphaël Glucksmann et Bruno Retailleau suivent avec des scores qui s'établissent entre 9 et 17%, sans que rien n'apparaisse très net. Au deuxième tour, Marine Le Pen est donnée gagnante dans tous les cas de figure, avec des scores compris entre 54 et 65%, suivant les configurations de second tour.

Est-ce que cela veut dire que le match est plié ? Les expériences évoquées plus haut nous appellent à la modestie et à la prudence.

Mais on peut se dire que l'électorat du RN est solide, bien implanté désormais dans toutes les régions de France. Marine Le Pen est une candidate expérimentée. Elle a l'habitude des campagnes présidentielles. On la voit mal s'effondrer et ne pas être

présente au minimum au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Il ne reste donc sur le papier, et si l'on admet cette hypothèse, qu'une place à prendre. Et bien malin aujourd'hui est celui qui peut écrire qui sera second.

À gauche, Jean-Luc Mélenchon bénéficie d'une campagne démarrée très tôt, d'une forte identification idéologique, d'un électoral urbain, jeune, d'une forte mobilisation des jeunes et moins jeunes issus de l'immigration, du fait d'un discours décomplexé sur la France, l'islam, la Palestine. La dernière fois, il avait doublé son score entre juillet 2021 et mai 2022. Il pense pouvoir renouveler sa performance et il peut bénéficier d'un vote utile à gauche dans le désordre actuel des autres formations politiques de gauche.

La question est de savoir si entre maintenant et la fin de l'année peut émerger une candidature de la gauche non-LFiste crédible. Le PS organisera une primaire en octobre. Qui acceptera d'y participer ? Pas Bernard Cazeneuve, qui vient d'écrire une lettre aux Français; sans doute pas François Hollande, qui trouve que c'est un peu tôt pour sortir du bois; et peut-être pas non plus Raphaël Glucksmann, qui craint sans doute que cette primaire fasse l'objet d'une manipulation. Bref, un grand flou qui va probablement durer quelques mois.

Au centre et à droite, on sent bien qu'il faudrait converger si on veut avoir une chance d'être présent au deuxième tour. Mais les partis politiques sont

figés sur la défense de leurs intérêts partisans, de leurs circonscriptions. Et leurs leaders sont persuadés d'être meilleurs que le voisin... Les mois d'automne, les sondages peuvent-ils faire le tri ? C'est ce que chacun espère en pensant que cela jouera en sa faveur. On ne voit en tout cas aucune dynamique poindre en ce mois de juillet, et encore moins de processus de tri ou de désignation transpartisan.

Fort de leur couloir et de leur ligne de nage, c'est donc autour de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon que se structure cette première période de pré-campagne. Mais le temps est long et il est donc indispensable de suivre de très près tous les signaux, forts et faibles, qui se dégagent de la vie politique de notre pays. C'est ce que font au quotidien les équipes de NSI, avec leur expertise et leurs outils. N'oublions pas aussi qu'il faudra malgré tout adopter un PLF et un PLFSS à l'automne, mais c'est un autre sujet ●

« Est-ce que cela veut dire que le match est plié ? Les expériences évoquées plus haut nous appellent à la modestie et à la prudence. »



© Alexander Kagan, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Départ d'un vrai ami de la France

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé

Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'émir-père du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, est décédé le 12 juillet. Il avait régné sur son pays de 1995 à 2013. Il était le véritable créateur du Qatar moderne.

Quand il prit le pouvoir, il fit le pari industriel audacieux de se lancer dans l'exploitation du gigantesque gisement de gaz de North West Dome, en prenant le risque d'endetter son pays. C'est ce qui permit au Qatar d'engranger de grands contrats avec des États comme le Japon et la Corée, et qui fit la fortune actuelle de l'émirat.

Il voulut également mettre son pays sur la carte du monde en lançant la chaîne satellitaire Al Jazeera, visant à faire connaître sur la scène internationale la sensibilité du monde arabo-musulman.

Il développa également une diplomatie très active de médiation avec son brillant ministre des

affaires étrangères – Cheikh Hamad ben Jassem – qui est poursuivie actuellement par ses successeurs.

Il ouvrit enfin le pays à la modernité en organisant des élections et en promouvant le rôle des femmes. Son épouse, Cheikha Moza, a eu un rôle remarquable dans les domaines socio-éducatifs, en créant notamment la Qatar Foundation.

Aujourd'hui, grâce à toutes ces initiatives, le Qatar est un pays connu et respecté sur la scène internationale. Son grand projet de développement de ses ressources en gaz lui assure un futur prospère et Doha est devenue un centre reconnu pour les événements culturels et sportifs. L'organisation du Mondial de football en 2022 a été le dernier grand succès de cheikh Hamad.

On lui a certes reproché de soutenir les Frères Musulmans et il est exact que la chaîne Jazeera leur a donné une voix. De même, certains financements en Europe et ailleurs ont été des erreurs. Mais cette politique n'a plus cours aujourd'hui et cheikh Hamad n'était pas lui-même un Frère Musulman. Il estimait simplement que ce mouvement représentait une sensibilité incontestable dans le monde arabo-musulman et qu'à ce titre il était normal de lui donner la parole. Lors des « printemps arabes », il a cru que soutenir les nouveaux pouvoirs qu'ils avaient conquis donnerait au Qatar un rôle de « parrain du nouveau monde arabe » ; mais il a tiré les conséquences de leur échec.

Et surtout, il ne faut pas oublier que cheikh Hamad fut un grand ami de la France. Dès l'indépendance en 1972, il fut un artisan – en tant que prince héritier et ministre de la Défense – de la coopération privilégiée de son pays avec le nôtre, dans les domaines civil et militaire. Il fit aussi entrer son pays dans le monde de la francophonie et aimait séjourner en France.

Tous ceux qui l'ont connu ont apprécié son grand sens de l'humour, sa simplicité et son côté visionnaire. On peut dire qu'il a créé un État moderne au XXI^e siècle et son fils l'émir Tamim – ainsi que ses autres enfants – poursuivent avec succès la politique qu'il a initiée ●

« La France perd un ami véritable, mais nous savons que ses successeurs continueront à promouvoir l'amitié entre nos deux pays. »



REGARD D'EXPERT

Avion de combat du futur : ne pas perdre encore dix ans !

Publié dans l'Opinion le 25/06/2026

Par **Bruno ALOMAR**



Bruno ALOMAR est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'Ecole de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IEDN. Auteur de *La réforme ou l'insignifiance: dix ans pour sauver l'Union européenne* (Ed. Ecole de Guerre - 2018), Bruno ALOMAR commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

Après des années de tergiversation entre la France et l'Allemagne, le gouvernement allemand a mis fin au projet d'avion de combat de nouvelle génération, pilier central du Scaf (système de combat aérien du futur) le 8 juin. Le symbole est fort. Lancé en 2017, il devait être la principale coopération industrielle militaire européenne entre la France, première puissance militaire du Vieux continent, et l'Allemagne, sa première puissance industrielle.

Cet échec, alors que l'urgence du renforcement militaire de l'Europe n'a jamais été aussi évidente, ne pouvait tomber plus mal.

Désormais, la seule question qui se pose, après tant de temps de perdu, est de savoir comment ne pas reproduire les erreurs qui ont conduit à cette impasse, que chacun a beau jeu de s'imputer. Pour cela, il faut regarder lucidement les raisons de l'échec.

Observons d'abord qu'en fait de coopérations industrielles et de rapprochements entre des intérêts français et allemands, les échecs passés auraient dû inciter à la prudence. C'est le cas dans le domaine de la défense, où la liste des échecs des deux pays est longue, qu'il s'agisse d'avions de patrouille maritime (projet MAWS remisé), d'hélicoptères (modernisation du Tigre ajournée), de chars (remise en cause des équilibres dans KNDS)

etc. Mais c'est aussi le cas de nombreux autres projets : dans le ferroviaire (ratage du rapprochement Alstom/Siemens en matière de moteurs), dans la finance (échec du rapprochement Deutsche Borse/Euronext), dans les télécoms (échec du rapprochement Orange/Deutsche Telecom), dans l'automobile (échec du rapprochement PSA/BMW), etc.

Les questions industrielles de défense n'échappent pas aux intérêts des États

Telle pourrait être la première leçon pour l'avenir : cesser de croire qu'il suffise d'estampiller un projet « couple franco-allemand » pour qu'il marche. Dure leçon pour les dirigeants français de plus en plus seuls à encore le penser. Un observateur neutre l'a compris : l'ancien président du Conseil italien Enrico Letta proposait récemment que le droit européen des fusions soit assoupli, mais que les premiers exemples de rapprochements autorisés pour créer des champions européens évitent soigneusement les mariages franco-allemands...

« Ensuite, comprendre que les questions industrielles de défense, moins qu'aucunes autres, n'échappent pas aux intérêts des États. »

Ensuite, comprendre que les questions industrielles de défense, moins qu'aucunes autres, n'échappent pas aux intérêts des États. Cette évidence a été largement perdue de vue à Paris. Pas à Berlin. Le 5 février 2021, à l'issue du Conseil de défense franco-allemand, la chancelière Angela Merkel, peu soupçonnée d'antieuropéisme, exi-

geait, en défense des industriels allemands, de revoir « très précisément les questions de propriété industrielle, de partage des tâches et de partage de leadership ». De Gaulle ne soulignait-il pas que les États n'avaient pas d'amis mais que des intérêts ? Que d'efforts inutiles et de temps auraient été épargnés si nos dirigeants s'en étaient souvenus. Il serait enfin temps qu'en France, politiques, universitaires, hauts fonctionnaires, au nom d'une vision que ni les Italiens, ni les Polonais, ni les très europhiles Espagnols, ni a fortiori les Allemands ne partagent, cessent de penser que faire l'Europe signifie renoncer à ses intérêts, et ce, qu'il s'agisse d'emploi, d'industrie ou de diplomatie. Nos partenaires n'ont pas ces pudeurs : pour eux, ils ont raison, une coopération est souhaitable quand elle les renforce.

La France doit sans amertume tourner la page et lancer un autre projet

Surtout, comprendre que quand on parle de matériel militaire, on parle d'abord et avant tout de besoin capacitairer au service d'armées qui doivent disposer des moyens de l'emporter sur le champ de bataille. Un avion de combat, pas plus qu'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) n'est pas un objet trivial. C'est un Everest de haute technologie destiné au combat. Qui ne nait pas spontanément. Si la France est l'un des rares pays au monde à disposer de la capacité d'en construire pour satisfaire ses besoins militaires, c'est le résultat de décennies de travail accumulées qui ont permis à notre pays de demeurer, sans l'appui de quiconque, au premier rang. Si la France veut conserver son rang, son autonomie de décision, l'efficacité de sa dissuasion nucléaire aéroportée, qui se confondent largement, elle doit sans amertume tourner la page du Scaf et lancer un autre projet. Avec des principes simples : se doter du meilleur matériel, conforme aux besoins opérationnels, dans l'environnement de coût contraint qui s'impose.

En définitive, les faits ne disparaissent pas parce qu'on les nie. La réalité industrielle, les équilibres politiques, le besoin militaire s'imposent. Et ils imposent à la France de rapidement se retrouser les manches. Pas nécessairement seule d'ailleurs. Car ce qui n'a pas fonctionné avec l'Allemagne pourrait fonctionner avec d'autres partenaires en Europe.

Encore faudrait-il le faire selon une méthodologie qui assure à nos armées de disposer du meilleur équipement au meilleur coût. Et éviter l'écueil, hélas si souvent rencontré, de coopérations dans le domaine de la défense où, au bout du compte, les coûts de l'équipement réalisé en coopération sont si élevés que celui-ci en devient inachetable et que ses performances opérationnelles ne répondent pas aux besoins des forces armées. Cette configuration tant éprouvée est la voie la plus sûre du déclassement tant du point opérationnel qu'industriel ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.